

PASSION POUR DIEU ET ENGAGEMENT POUR L'HOMME

Rigobert Minani

Une jeunesse dans un pays instable.

La République Démocratique du Congo (ex Zaïre), mon pays, a connu dès le début de son indépendance (1960), plusieurs rebellions (Katangaise, Muleliste etc...) qui ont marqué la majorité des gens de mon peuple. Je suis né le 13 octobre 1960, c'est-à-dire 4 mois après l'indépendance. J'ai connu dès mon plus jeune âge le régime des guerres civiles, suivi de la dictature militaire du président Mobutu. La plus grande partie de ma vie se passera sous ce régime qui pendant 32 ans (1965 – 1997) a dirigé le pays avec une main de fer. Jusqu'en 1991 aucune opposition : ni militaire, ni civile ne réussit à ébranler ce système. J'avais à peine commencé l'Université (1981), quand Mobutu décida de toutes les fermer et d'envoyer les étudiants au service militaire obligatoire. J'étais parmi ceux qui résistèrent à l'enrôlement. Je rejoignis ceux qui à l'époque dénonçaient ce régime politique. Le combat était rude et disproportionné. D'une part un groupe de citoyens sans ressources, de l'autre un pouvoir « archi militarisé », avec une police secrète impitoyable.

L'année suivante, ne pouvant plus étudier dans une Université officielle, je recommençai ma formation universitaire à la Faculté Catholique de Kinshasa. C'est à la fin de mon premier cycle que je rejoignis la Compagnie de Jésus.

Passion pour Dieu

Marqué par les affres de la dictature, j'étais constamment habité par une préoccupation : « Que faire pour sortir mon peuple, mon pays et me sortir moi-même de cette marginalisation ? ».

Plusieurs instances avaient fait le procès du régime de Mobutu ⁽¹⁾. Mais dans le concret, la situation ne faisait qu'empirer. J'entrai donc au noviciat avec la conviction qu'il fallait qu'un jour les choses changent. Je me demandais en moi-même si le choix que je venais de faire : « *Passion pour Dieu* » était la meilleure façon de rester solidaire avec mon peuple : « *engagement pour l'homme* ».

Quelle ne fut ma satisfaction en découvrant entre autres, au début de ma formation, le contenu du décret 4 de la trente-deuxième Congrégation Générale ! L'étude de son contenu fut un moment capital dans mon cheminement et il est devenu l'instance unificatrice de mes deux aspirations, me fournissant aussi une solide argumentation en faveur d'un engagement qui essaiera désormais de maintenir constamment unis ces deux pôles de la spiritualité ignacienne.

A la fin de mes études de théologie (1992) je sentis le besoin d'incarner cela dans des actions concrètes. Avec quelques amis, nous créâmes une ONG d'inspiration chrétienne pour la défense des droits de l'homme et l'éducation civique, dénommée « Groupe Jérémie » ⁽²⁾, organisation qui, dans le but de s'opposer à la dictature, opérait ouvertement et utilisait comme méthode la non violence active et évangélique (Sensibilisation, pétitions, sit-in, marches, etc...).

Cette époque fut la plus belle pour notre engagement en faveur de la démocratie et pour un bon gouvernement. Le régime de Mobutu était affaibli et plus d'un observateur annonçait déjà la fin de la dictature.

En 1994, tous ces efforts locaux ont été anéantis par les conséquences de la guerre et du génocide dans le pays voisin, le Rwanda.

La crise dans la Région des grands Lacs africains

Le 6 avril 1994, l'avion du président rwandais est abattu à Kigali. Il s'en suivra une guerre qui déversera sur le territoire congolais plus de 2 millions de réfugiés.

En tant que leader de la société civile dans la ville frontalière de Bukavu (Est de la RDC), je me trouvai au cœur de ce drame humain. La JRS vint à notre secours en ouvrant un premier projet dont j'eus la charge. Mais les efforts pour stabiliser la situation connurent un résultat limité. En effet, la ville de Bukavu comptait 250.000 habitants. Mais elle reçut en 15 jours plus de 350.000 réfugiés. Ce phénomène provoqua la congestion de tous les services publics. Toute la vie sociale fut bloquée. C'est à ce moment précis que j'expérimentai les limites d'un travail sur les conséquences d'une crise et non sur ses causes. Je passais mes journées à organiser des camps de réfugiés, à distribuer de la nourriture, à lutter contre les épidémies, à encadrer les orphelins et à soigner les blessés. Mais chaque jour le travail était plus difficile que la veille...les besoins étaient énormes et les moyens humains et financiers très limités.

Cette crise était un défi pour notre foi. En effet, comment justifier que dans un pays à majorité chrétienne, les choses se soient passées comme on le vivait ?

Cette situation rendait aussi bien insignifiante notre propre charité, ébranlant profondément notre conscience.

C'est après cette douloureuse expérience des limites de la générosité et de la bonne foi que ma province m'offrit l'opportunité d'aller me former en Sciences politiques, à l'Institut de Formation Politique « Pedro Arrupe » de Palerme, en Italie.

En 1995, quand j'ai quitté Bukavu, la situation était désespérée. Le génocide venait de causer plus de 500.000 morts au Rwanda; le Burundi était en pleine guerre civile. Le Zaïre (actuellement RDC) était déstabilisé par la présence sur son territoire de plus de 2.000.000 de réfugiés rwandais. L'ouragan avait fauché des vies humaines qui m'étaient chères. Mgr Christophe Munzihirwa sj fut assassiné le 29 octobre 1996, lors du rebondissement de la crise, cette fois-ci en RDC.

Interpellé par cette situation chaotique, je me suis mis à réfléchir plus systématiquement et méthodiquement sur ce qui pouvait être fait pour contribuer à ramener la paix, la stabilité, un gouvernement digne de ce nom et le progrès dans mon pays et dans la sous-région.

Comme la région est constituée de plus de 90 % de chrétiens, j'ai consacré la première année de mes recherches à étudier la doctrine de l'engagement sociopolitique de l'Eglise³. Ayant découvert que la foi chrétienne était malgré tout un levier puissant à même de travailler pour un monde meilleur, j'ai consacré la deuxième année de mes études à rechercher ce que pourrait être la mission de l'Eglise en Afrique et particulièrement en RDC. J'ai élaboré plusieurs pistes d'actions que jusqu'à présent je n'ai pas fini d'explorer ni de mettre en pratique.

En 1997, je suis rentré au pays, mieux préparé pour contribuer à affronter la crise multipolaire que traversait la sous-région des Grands Lacs. Tandis qu'une seconde guerre éclatait en août 1998, nous créons en octobre 1998, avec un groupe d'amis, le *Réseau d'organisations d'inspiration chrétienne pour la défense des droits de l'homme et l'éducation civique* (RODHECIC)⁴. Ce réseau comprend aujourd'hui 75 organisations membres et 102 organisations partenaires, dispersées sur les 2.345.000 Km² de la RDC.. L'objectif était de créer une synergie entre les organisations engagées au nom de leur foi pour la transformation de la société. Travaillant en étroite collaboration avec le centre d'Etudes pour l'action sociale (CEPAS), je fus appelé en 2003 à en animer le secteur sociopolitique.

Mes joies et mes peines, et les Massacres de Kisangani

Dans ce travail, j'ai connu des moments de joie et d'autres de découragement. En effet, du 14 au 15 mai 2002, la ville de Kisangani a connu un des plus horribles massacres de l'histoire de notre pays. Un escadron de la mort débarqua dans cette ville. Il procéda au massacre des populations civiles, à l'exécution des militaires, suivie de leur mutilation. Les corps décapités et éventrés, fourrés dans des sacs ensanglantés, furent jetés dans le fleuve par ce commando, du haut du pont Tshopo.

Grâce au réseau d'organisations et aux personnes qui étaient sur place, utilisant moi-même un téléphone satellitaire, je fus un des principaux relais des cris de désespoir du peuple martyr de Kisangani. Me situant hors de portée des bourreaux, j'alertai l'opinion nationale et internationale dans les premières minutes qui ont suivi le début des tueries. Je publiai heure

par heure plusieurs rapports circonstanciés et des communiqués de presse dénonçant cette situation et indiquant les noms des principaux bourreaux ainsi que l'identité des victimes. Cette action a permis d'arrêter à temps les massacres qui, en moins de 48 heures, avaient déjà provoqué plus de 250 morts parmi la population civile. Et pour la première fois il fut possible de repérer d'où venait l'escadron de la mort, de savoir combien ils étaient et le nom de ses chefs.

A la suite de toutes ces informations, les Nations Unies ont envoyé deux missions d'enquête de haut niveau qui ont demandé que les commanditaires de cette tuerie soient arrêtés et transférés devant la justice.

Mais jusqu'à présent ces personnes n'ont jamais été inquiétées. Au contraire: certaines se retrouvent aujourd'hui, grâce à l'accord de paix, à des postes de responsabilité. Quelques uns d'entre eux ont plus d'une fois essayé de nuire aux témoins oculaires que nous avons aidé à s'échapper, ainsi qu'à nous même.

Deux jésuites (les Pères Xavier Zabalo et Guy Verhaegen) qui vivaient à Kisangani, avaient été brutalisés durant ces événements.

Conclusion

Aujourd'hui, avec la mise en place du gouvernement d'Unité Nationale et les perspectives d'élections libres, notre travail se développe sur deux axes :

- ♦ la préparation de la population à se réapproprier de sa destinée par un choix électoral éclairé et responsable,
- ♦ La formation d'un leadership politique et social au sein des confessions religieuses.

— PASSION POUR DIEU ET ENGAGEMENT POUR L'HOMME —

Certes, la situation reste difficile, mais notre passion pour Dieu et notre engagement pour l'homme sont un feu que personne ne pourra jamais éteindre.

¹ Lire : appel au redressement de la nation, déclaration des Evêques du Zaïre, 1 juillet 1978. "Notre foi en l'homme image de Dieu", déclaration du comité permanent des Evêques du Zaïre, 2 juillet 1981.

² www.groupe-jeremie.org

³ Rigobert Minani, Existe-t-il-une doctrine socio-politique de l'Eglise ?, Kinshasa, Cepas, 200, 208 pages

⁴ www.rodhecic.org